Logo CFDT

[COMMUNIQUE INTERSYNDICAL] Les exigences sociales doivent être entendues !

Ce dimanche 7 juillet, la participation au second tour des élections législatives a atteint un record. C'est un signal démocratique fort, une mobilisation citoyenne inédite depuis de nombreuses années.

Nos organisations saluent ce sursaut démocratique et républicain. Celui-ci ne doit pas cacher que les résultats de ces élections législatives sont un signal et une alarme pour chacun et chacune d'entre nous. Le message des électeurs et électrices doit être entendu. Après ces élections législatives, les attentes des travailleurs et travailleuses que nos organisations portent chaque jour demeurent. Il y a urgence à ce que la parole des travailleuses et des travailleurs soit plus et mieux prise en compte.

Il faut mettre fin à la précarité, au sentiment de déclassement et répondre aux attentes en matière de pouvoir d'achat et d'augmentation des salaires, du point d'indice, des minimas sociaux et des pensions. La réforme de l'assurance chômage doit être définitivement abandonnée et la réforme des retraites doit être abrogée pour rassembler le pays. C'est la seule issue pour cette réforme massivement rejetée et combattue par une mobilisation historique de plusieurs mois. L'égalité entre les femmes et les hommes doit enfin se concrétiser dans le monde du travail. Une vraie politique industrielle doit permettre de relocaliser et transformer notre industrie afin de répondre aux enjeux de la transition écologique et à la pérennisation et au développement des emplois. Nos services publics doivent être réellement accessibles sur l'ensemble du territoire. Notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice, notre école notre enseignement supérieur et notre recherche, sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs qui peuvent être financés par des mesures de justice fiscale. Enfin, nous rappelons notre exigence de revoir en profondeur les « ordonnances travail » pour rétablir les droits et protections des travailleuses et travailleurs dans le secteur privé comme nous revendiquons un renforcement du dialogue social dans les fonctions publiques.

Pour prendre en compte ces exigences sociales, démocratie sociale et démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle et leur complémentarité. La période qui s'ouvre doit permettre un rôle renouvelé et renforcé du dialogue social en redonnant toute sa place à la négociation collective entre acteurs sociaux.

Cette campagne électorale a profondément clivé le pays, jusque dans les collectifs de travail. Elle a été marquée par de nombreuses paroles racistes, antisémites, homophobes décomplexées et par de nombreuses violences. L'heure est au rassemblement et à l'apaisement. Nos organisations syndicales s'engagent à travailler ensemble contre le racisme et l'antisémitisme, contre toutes les formes de discrimination sur l'ensemble des lieux de travail, dans les entreprises comme les administrations.

Nos organisations continueront à rester en contact étroit afin de prendre toutes les initiatives nécessaires pour gagner enfin des améliorations qui changent concrètement le quotidien dans les conditions de vie et de travail des travailleuses et des travailleurs.

Paris, 11 juillet 2024

puzzle
Documents
Les exigences sociales doivent être entendues !